

Le 26 février 2016



Exp : Plateforme de lutte contre les paradis fiscaux « stopparadisfiscaux13 »

Madame la députée, Monsieur le député,

Suite aux engagements du candidat Hollande concernant la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, nous attendions de son gouvernement qu'il dote notre Pays de tous les moyens nécessaires pour engager une lutte efficace contre les flux financiers illicites et qu'il soit mis un terme à l'évasion fiscale à grande échelle pratiquée par les multinationales.

Malheureusement, loin de la responsabilité et de l'exemplarité démocratique annoncées et attendues, après un premier vote en ce sens à l'assemblée Nationale le 15 décembre qui aurait permis une avancée déterminante, le gouvernement, par la voix de son secrétaire Général au budget et un nouveau vote, au cours de la même nuit émaillé de transactions, a brisé tout espoir permettant de juguler l'hémorragie fiscale que connaît notre Pays depuis des années.

Cet épisode a profondément choqué un grand nombre de nos adhérents. Ils ne s'expliquent pas comment un sujet de cette importance mobilise aussi peu de parlementaires – 52 présents – et peut être débattu devant une représentation aussi restreinte.

Cependant, vous faites partie des parlementaires qui ont voté contre le rejet de cet amendement dont l'adoption aurait sûrement eu un effet d'émulation sur les autres pays de l'Union Européenne.

C'est pourquoi, nous, associations membres de la plateforme de lutte contre les paradis fiscaux, tenons à vous exprimer tout notre soutien. Nous comptons sur vous pour continuer à défendre les termes de l'amendement 340 jusqu'à ce que notre Pays honore les engagements contenus dans les accords internationaux auxquels il a souscrit.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos respectueuses salutations.

<http://www.stopparadisfiscaux13.fr/presentation/>

Plateforme, en région sud-est, de lutte contre les paradis fiscaux et judiciaires

P/o

Jean-Claude Roger président de Vigicor, Claude Montange et Françoise Labussière référentes régionales plaidoyer CCFD TS en région sud-est, Maryse Cuguillère ATTAC pays d'Aubagne